



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALFRANCE

49 AVENUE G.CLEMENCEAU
BP 50021
60302 Senlis

Références : E/24-2011
Code AIOT : 0006502959

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement VALFRANCE implanté route de Chartrettes 77000 Vaux-le-Pénil. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ☐ VALFRANCE
- ☐ route de Livry 77000 Vaux-le-Pénil
- ☐ Code AIOT : 0006502959
- ☐ Régime : Autorisation
- ☐ Statut Seveso : Non Seveso
- ☐ IED : Non

La société VALFRANCE exploite un silo à Vaux-le-Pénil (77) d'une capacité de 144 224 m³.

Le site VALFRANCE est un centre de collecte, de stockage et de séchage de grains et de céréales ainsi qu'un centre de stockage d'engrais et produits phytosanitaires. Le site est constitué de :

- un silo n°1 : 21 cellules, 7 cellules coupées en deux et 6 boisseaux,
- un silo n°2 : 24 cellules, 15 as de carreaux et 4 boisseaux,
- un silo n°3 : 24 cellules, 15 as de carreaux et 4 boisseaux,
- un silo n°4 : 24 cellules, 15 as de carreaux et 4 boisseaux,
- un hangar à engrais de 6 cases,
- un magasin de produits phytosanitaires.

L'environnement du site est caractérisé par la présence :

- à l'est, des premières maisons à 30 mètres de la limite de propriété et de la RD39 ;
- au sud, de terrains inondables et agricoles ;
- au nord, de terres agricoles, d'habitations, de commerces et d'entreprises, et de la voie ferrée Corbeil-Montereau ;
- à l'ouest, de la Seine, puis des entrepôts et des entreprises.

Aussi compte tenu de l'environnement du site, cet établissement est inscrit sur la liste des silos dits « à enjeux très importants » qui a été établie par le Ministère chargé de l'Environnement conjointement à la publication de l'arrêté ministériel du 23 février 2007 modifiant l'arrêté silos du 29 mars 2004 : l'objectif est d'assurer un suivi particulier de ces silos qui, du fait d'un environnement vulnérable, présentent un niveau de risques plus élevé.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2160-2-a, 2260-2-a, 4702-II-a et 4702-III-a de nomenclature des installations classées. L'installation a été autorisée le 6 novembre 1987. Le dernier arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à l'exploitant date du 28 mai 2014. Il a été accordé le 15 novembre 2016 le bénéfice des droits acquis du fait de l'entrée en vigueur du décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- ☐ le nom donné au point de contrôle ;
- ☐ la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- ☐ si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- ☐ la prescription contrôlée ;
- ☐ à l'issue du contrôle :
 - ▼ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ▼ les observations éventuelles ;
- ▼ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ▼ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- ☐ « Faits sans suite administrative » ;
- ☐ « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ▼ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ▼ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- ☐ « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite Inspection	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4 du II.	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suite Inspection	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7 du II.	Demande d'action corrective	3 mois
3	Risque incendie	AP Complémentaire du 28/05/2014, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Risque incendie	AP Complémentaire du 28/05/2014, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Entretien	AP Complémentaire du 01/09/2009, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Risque incendie	AP Complémentaire du 20/02/2008, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Risque incendie	AP Complémentaire du 09/03/2006, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
13	Etat des stocks	AP Complémentaire du 09/03/2006, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
14	Risque	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite Inspection	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4 du II.	Demande d'action corrective	3 mois
	incendie	09/03/2006, article 25		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Conception installation	AP Complémentaire du 01/09/2009, article 4	Sans objet
6	Conception installation	AP Complémentaire du 01/09/2009, article 5	Sans objet
9	Risque incendie	AP Complémentaire du 20/02/2008, article 4	Sans objet
10	Risque incendie	AP Complémentaire du 20/02/2008, article 5	Sans objet
11	Risque incendie	AP Complémentaire du 20/02/2008, article 6	Sans objet
15	Suite Inspection	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 15.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien tenu. Il dispose en outre d'outils informatiques de suivi intéressants.

Cependant les actions menées pour l'identification des cellules de stockages d'engrais n'ont pas eu le résultat escompté, en particulier les peintures de délimitation se sont effacées. Ces cellules ne font pas non plus l'objet d'un affichage de l'état des stocks ni des risques accidentels.

L'exploitant doit également justifier de sa maîtrise du risque incendie en particulier en mettant à jour ses affichages et en fournissant les justificatifs de formation et de certains contrôles réglementaires.

Des progrès sont possibles sur les documents non-informatisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite Inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4 du II.
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de

l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :

- immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;
- sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ;
- sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs.

L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus.

Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.

Constats :

Observation n°1 de l'inspection du 15 mars 2021 : *l'exploitant explicitera la raison pour laquelle, pour l'engrais 18x8x10, il y a une différence entre la quantité dans l'état des stocks compilé (80,7 t) et la quantité dans l'état des stocks par rubrique (90,4t), différence non constatée sur les autres produits.*

L'exploitant avait répondu par courrier que le décalage était lié à un mauvais paramétrage de la densité de l'engrais et que le service responsable a été sollicité pour corriger l'erreur du logiciel. Lors de l'inspection l'exploitant n'a pas pu présenter l'état des stocks par rubrique, la vérification de la correction n'a pas pu être réalisée.

□ **L'observation n°1 de l'inspection du 15 mars 2021 n'est pas levée.**

Observation n°2 de l'inspection du 15 mars 2021 : *l'exploitant vérifiera selon sa procédure interne si le registre des températures mesurées à la réception des engrais solides doit préciser le n° du bon de livraison du fournisseur ou le n° du bon de réception fait par Valfrance. En tout état de cause, l'inspection note que le système informatique et d'archivage permet de retrouver les données liées à une réception sur demande éventuelle.*

L'inspection a constaté que l'exploitant avait fait le choix de reporter les numéros de bon de livraison sur le registre de réception des engrais.

□ **L'observation n°2 de l'inspection du 15 mars 2021 est levée.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite Inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7 du II.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage vis-à-vis du risque incendie

Prescription contrôlée :

Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.

Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple). Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.

Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.

Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment. Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.

Constats :

Observation n°3 de l'inspection du 15 mars 2021 : *L'exploitant veillera à l'exactitude des informations contenues sur les affiches au niveau des cases de stockage permettant d'identifier les engrais au regard des rubriques ICPE.*

Le jour de l'inspection, la moitié des cases étaient utilisées. Les 3 cases comportaient un affichage cohérent avec l'état des stocks affiché à l'entrée du bureau d'accueil du silo. L'identification mentionne la rubrique des engrais, leur dénomination commerciale et leur tonnage.

□ **L'observation n°3 de l'inspection du 15 mars 2021 est levée.**

Observation n°4 de l'inspection du 15 mars 2021 : *le numéro des cases de stockage des engrais n'est pas visible de loin afin de faciliter l'identification claire des cases de l'extérieur.*

L'exploitant a choisi de faire un marquage au sol. Ce repère peint à la peinture jaune s'est effacé et n'était plus visible le jour de l'inspection, la solution n'est donc pas pérenne.

Le marquage doit en sus et selon l'arrêté préfectoral, être visible sur la paroi extérieure.

□ **L'observation n°4 de l'inspection du 15 mars 2021 n'est pas levée.**

Non-conformité n°1 de l'inspection du 15 mars 2021 : *L'emplacement des cases de stockage n'est pas repérable de l'extérieur du magasin de stockage, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas n'est pas figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure, contrairement aux dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.*

Le repérage des murs de séparation peint à la peinture jaune s'est effacé et n'était plus visible le jour de l'inspection, la solution n'est donc pas pérenne.

□ **La non-conformité n°1 de l'inspection du 15 mars 2021 n'est pas levée.**

Observation n°5 de l'inspection du 15 mars 2021 : *L'exploitant veillera à formaliser la consigne de ne pas stocker des engrais à base d'ammonitrates dans des cases dont les murs présentent une*

dégradation importante du béton laissant apparaître le ferrailage.

L'exploitant a rédigé une consigne pour la restriction d'utilisation des cases dégradées. L'exploitant a également procédé à des réparations de structures et aucun ferrailage visible n'a été décelé le jour de l'inspection.

□ L'observation n°5 de l'inspection du 15 mars 2021 est levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/05/2014, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau. Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau. L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures. Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits. À défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (types réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation. Les réserves d'eaux incendie destinées à l'extinction sont équipées d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. Elles sont situées à une distance de 200 mètres au plus du stockage. Les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux fournissent le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison d'un débit minimum qui pourra être fourni sur le site de 120 m ³ /h pendant au moins 2 heures.
Constats : L'exploitant dispose, comme unique point d'eau proche, d'un piquage dans la Seine qui longe la bordure du site et qui se situe à une centaine de mètres de chacun des bâtiments. Le volume d'eau disponible est important à cet endroit du fleuve. L'exploitant n'a pas pu préciser si les débits minimaux fixés dans l'arrêté préfectoral pouvaient être atteints. Observation n°20240522-1 : L'exploitant doit préciser s'il est en mesure d'atteindre les débits minimaux prescrits dans son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/05/2014, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel
Prescription contrôlée : Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel. Toutes les opérations concernant ces

matériels (liste exhaustive des matériels, date de la dernière vérification, état de fonctionnement du matériel, mesures prises ou prévues en cas de dysfonctionnement recensé lors de la vérification, dates prévues pour les mises en conformité, liste des personnes formées à l'utilisation des matériels par exemple) sont consignées sur un registre. Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels. (...).

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre recensant les contrôles faits sur les colonnes sèches et les extincteurs. Le registre n'est pas rigoureusement rempli et certaines dates de contrôle sont manquantes.

L'exploitant a cependant pu présenter le justificatif des contrôles des extincteurs datant du 9 mai 2023 et l'organisme de contrôle était en cours de réalisation du contrôle annuel le jour de l'inspection. Bien que l'inspecteur n'ait pas croisé l'organisme, les étiquettes attestant les contrôles de l'année 2024 ont pu être vérifiées sur plusieurs extincteurs.

Le rapport de contrôle des colonnes sèches n'a pas pu être présenté le jour de l'inspection.

Le registre mentionne également des exercices de situation d'urgence. Le dernier exercice a été réalisé le 09 février 2024 et le compte rendu a été présenté.

L'exploitant a justifié des formations ATEX de son personnel mais pas des autres formations. Selon l'exploitant, la liste des formations est désormais tenue par le service RH et n'a pas pu être présentée le jour de l'inspection.

Non-conformité n°20240522-1 : Toutes les opérations concernant les matériels concourant à la lutte contre un sinistre (liste exhaustive des matériels, date de la dernière vérification, état de fonctionnement du matériel, mesures prises ou prévues en cas de dysfonctionnement recensé lors de la vérification, dates prévues pour les mises en conformité, liste des personnes formées à l'utilisation des matériels par exemple) ne sont pas consignées sur un registre.

Non-conformité n°20240522-2 : L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation du contrôle périodique de ses colonnes sèches.

Non-conformité n°20240522-3 : L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation des formations à l'utilisation des matériels concourant à lutte contre les sinistres de son personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conception installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/09/2009, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Espace entre dalles

Prescription contrôlée :

Les espaces libres dans les dalles des tours des silos 2, 3 et 4 sont obturés à l'aide de planchers métalliques.

Constats :

L'inspecteur a visité le silo 4.

La visite a permis de constater que les espaces libres dans les dalles de la tour du silo 4 sont obturés à l'aide d'un plancher métallique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conception installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/09/2009, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Cellules béton

Prescription contrôlée :

Les demi-cellules béton supérieures du silo 1 et celles des silos 2, 3 et 4 sont recouvertes d'un plancher éventable. Il n'y a pas de communication entre les cellules béton fermées des silos (absence d'espace entre les parties hautes des capacités de stockage), de manière à assurer un découplage entre ces capacités. Il n'y a pas de moteurs dans les cellules de stockage fermées.
--

Constats :

L'inspecteur a visité le silo 4.

Les demi-cellules bétons supérieures sont recouvertes de planchers métalliques éventables. Les cellules ne communiquent pas entre elles et des cloisons de découplage créent la limitation entre la tour et les galeries sur-cellules et sous-cellules.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Entretien

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/09/2009, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etat de propreté

Prescription contrôlée :

Les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures.) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler. L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :

<ul style="list-style-type: none">-surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ;-équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ; vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique). En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage. L'ensemble de ces dispositions font l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.
--

Constats :

L'inspection du silo 4 a permis de constater l'état de propreté du silo. Peu de poussières étaient présentes le jour de l'inspection.

La procédure « consigne de sécurité, nettoyage et suivi de la propreté dans les silos » requiert la réalisation de 2 rondes par semaine ou 8 par mois.

Le registre de nettoyage consulté via le logiciel OGIV mentionne environ 1 passage ces dernières semaines alors que l'activité est réduite. Le site était cependant propre le jour de l'inspection.

Non-conformité n°20240522-4 : L'exploitant ne respecte pas les périodicités de contrôle de l'empoussièrement prévues dans sa procédure « consigne de sécurité, nettoyage et suivi de la propreté dans les silos » du 24/11/2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2008, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules. A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le registre mentionne un exercice le 08/11/2022 et un autre le 09/02/2024. Le rapport de ce dernier a été consulté et n'apporte pas de remarque particulière.

L'exploitant n'a cependant pas informé au préalable l'inspection des installations classées de la programmation de ces exercices.

Non-conformité n°20240522-5 : L'exploitant n'informe pas l'ensemble des services concernés de la programmation de ses exercices d'incendie de silo.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2008, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de surveillance incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer, à l'avance, de la mise à disposition rapide, en cas d'incident : - des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O ₂ , ...) dans la ou les cellules en feu ; - et des moyens organisationnels associés. L'exploitant doit s'assurer de la mise à disposition rapide des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement.
Constats : Le contrôle d'absence d'incendie se fait principalement par détecteurs CO ₂ et les sondes thermométriques. Ces dernières sont accessibles par le logiciel ISI Safe Thermo. 2 sondes étaient en dépassement de seuils (orange) lors du passage de l'inspection et l'exploitant a réagi en refroidissant la cellule par ventilation. Pour l'approvisionnement en azote en cas de besoin d'inertage, l'exploitant dispose d'un contrat avec Air Liquide qui prévoit une livraison en 2 à 5 heures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2008, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer, par avance, de la mise à disposition rapide des moyens de lutte contre l'incendie, en cas d'accident, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte, le cas échéant et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires.
Constats : Le site n'utilise pas d'émulseur. L'approvisionnement en azote en cas de besoin d'inertage, se fait via un contrat avec Air Liquide qui prévoit une livraison en 2 à 5 heures. Des piquages sont prévus pour l'inertage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2008, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Vidange des cellules
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer, par avance, de la mise à disposition rapide, en cas d'accident, de moyens nécessaires pour réaliser dans un délai court une vidange sûre des cellules.

Constats : En cas d'incendie, l'exploitant indique qu'il peut choisir entre les dispositions suivantes pour vidanger les silos alentours : vidange par remplissage des camions ou, dans le cas le plus défavorable, vidange dans un champ attenant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2006, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Points chauds
Prescription contrôlée : En vue de prévenir les risques d'échauffement des engrais, toutes dispositions sont prises pour supprimer les points chauds pouvant conduire à une réaction de décomposition. Notamment, il est interdit à toute personne présente sur le site de fumer, d'apporter du feu, des flammes, des objets ou des appareils ayant un point d'ignition sous quelque forme que ce soit et de manipuler des liquides inflammables dans le magasin de stockage. Cette interdiction est affichée de manière très apparente à chaque entrée du site.
Constats : Des panneaux d'interdiction de fumer sont présents à plusieurs endroits sur le site mais pas sur le portail d'entrée du site. Les autres interdictions ne sont pas aussi bien formalisées et en particulier, le magasin de stockage d'engrais ne dispose d'aucun panneau extérieur. En intérieur, les affichages des pictogrammes de danger sont présents par cases.
Non-conformité n°20240522-6 : L'interdiction d'apporter du feu, des flammes, des objets ou des appareils ayant un point d'ignition sous quelque forme que ce soit et de manipuler des liquides inflammables dans le magasin de stockage n'est pas affichée de manière très apparente à chaque entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état précis des stocks. L'état des stocks est disponible à l'extérieur à tout instant, même en cas de situation dégradée (accident, coupure électrique) en vue notamment d'une transmission immédiate aux services d'intervention et de secours. Y figurent les quantités présentes d'engrais déclassé. L'exploitant tient à jour la répartition des produits dans les différentes cases qui sont identifiées de manière visible.

Constats :

L'exploitant peut accéder à son état des stocks en temps réel depuis son ordinateur. Cependant l'état des stocks fourni ne permet pas d'identifier les rubriques de la nomenclature ICPE.

Un état des stocks est nécessaire afin de vérifier les respects des seuils imposés par la réglementation.

Non-conformité n°20240522-7 : L'état des stocks, accessible depuis le réseau, ne précise pas les rubriques de la nomenclature ICPE associées aux typologies de produits stockés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2006, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans le magasin de stockage fait l'objet d'un permis d'intervention, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Le permis de feu détaille les conditions dans lesquelles les travaux avec points chauds sont préparés, effectués et contrôlés. Les mesures suivantes sont prises au minimum : - aspiration des poussières dans la zone de travail et nettoyage du matériel avant le début des travaux, - délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières, - contrôle du bon état du matériel introduit, - Contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux et dans un délai maximal de 24 heures.

Constats :

Le permis de feu fait l'objet d'une procédure du 06/10/2021.

Le remplissage des permis de feu indique le passage des rondes de vérification d'après travaux. Les horaires de passage de ces rondes ne sont cependant pas indiqués alors que des rondes +30 minutes et +2h après travaux sont imposées.

L'exploitant indique que la désignation de la personne apte à signer les permis de feu est intégrée à la fiche de poste mais celle-ci n'est pas clairement formalisée.

Non-conformité n°20240522-8 : L'exploitant ne remplit pas correctement les permis de feu en particulier les horaires des rondes après travaux.

Non-conformité n°20240522-9 : L'exploitant ne désigne pas clairement les personnes habilitées à signer les permis de feu et de travaux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Suite Inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Engrais 4702-I (à l'exception de ceux dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est de 15,75 % en poids ou moins) et 4702-II ou 4702-III non conformes.</p> <p>Lorsqu'un exploitant s'aperçoit que des engrais réputés conformes sont en réalité non conformes, il prévient aussitôt l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces engrais non conformes sont stockés à une distance de 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible listée à l'article 10.1 du présent arrêté en attente de leur neutralisation.</p> <p>L'exploitant met en place, un programme d'inertage ou de recyclage permettant de faire disparaître le risque de détonation de ces engrais non conformes au plus vite.</p> <p>L'exploitant organise la surveillance en continu de ces engrais non conformes pendant toute la période où ils sont présents sur le site.</p> <p>Toutes les mesures prévues et prises sont consignées par écrit.</p> <p>Une procédure est élaborée afin de gérer une telle situation. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°6 de l'inspection du 15 mars 2021 : L'article 15 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 prévoit que lorsqu'un exploitant s'aperçoit que des engrais réputés conformes sont en réalité non conformes, il prévient aussitôt l'inspection des installations classées. [...] Une procédure est élaborée afin de gérer une telle situation. La procédure « Consignes de sécurité Stockage engrais solides » de l'exploitant ne prévoit pas cette disposition.</p> <p>Après inspection l'exploitant a présenté sa procédure de gestion des engrais non-conforme et celle-ci n'appelle pas de remarque. L'exploitant n'a pas d'engrais non-conforme.</p> <p>□ L'observation n°6 de l'inspection du 15 mars 2021 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite